

Comme au trimestre précédent, les indicateurs ne pointent pas tous dans le même sens. Indéniablement, l'économie se cherche. Le déclin semble globalement enrayé sans que le chemin de la croissance ait été franchement repris, les divergences d'évolution entre secteurs ressortant avec une grande acuité. Nous vivons donc une phase transitoire, à l'issue encore incertaine. On est alors tenté de se raccrocher à des éléments subjectifs tels que le retour de la confiance qui s'esquisse tant parmi les chefs d'entreprise que chez les consommateurs.

L'enquête de conjoncture réalisée fin mai par l'Observatoire auprès de 90 établissements du département laisse entrevoir des perspectives plus favorables que précédemment. Les carnets de commande se re-gonflent quelque peu et le volume d'activité est considéré comme normal par la très grande majorité des responsables. On observe notamment un regain de dynamisme dans la construction, un léger mieux étant également perceptible dans l'industrie. La confiance regagne d'ailleurs du terrain. Les projets d'investissements restent pourtant peu nombreux.

Ces informations les plus récentes apportent un éclairage d'autant plus intéressant qu'elles apparaissent en décalage avec les résultats enregistrés au premier trimestre. L'impression d'ensemble est difficile à cerner. Certains éléments montrent une conjoncture déprimée, recul des chiffres d'affaires, un des plus faibles montants d'investissements des trois dernières années, moindre recours au travail intérimaire. D'autres sont à l'inverse positifs : les volumes d'échanges extérieurs sont à des niveaux inégalés, les ex-

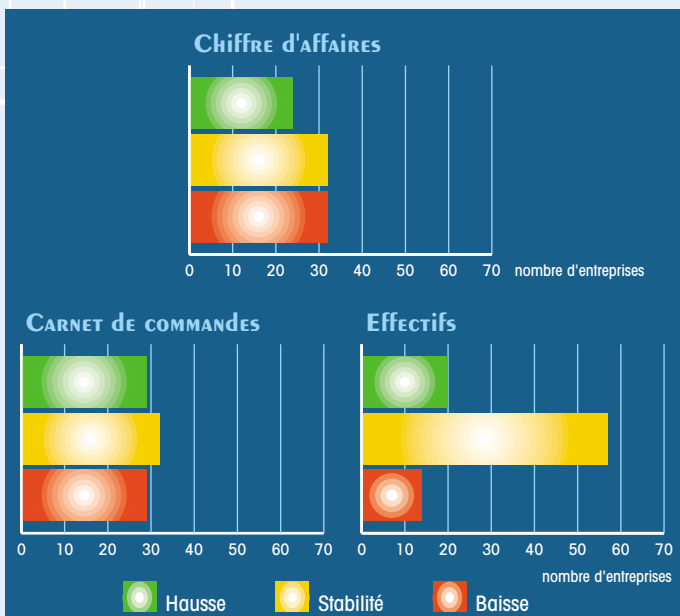
portations et les importations croissant de concert, le recours au chômage partiel reprend un cours plus normal après la poussée de décembre. Trois exemples illustrent l'indétermination actuelle : la construction de locaux d'activités s'est inscrite en progression, mais les perspectives sont défavorables ; les immatriculations et les radiations d'entreprises croissent simultanément ; le montant des cotisations sociales des entreprises fait un bond spectaculaire, tandis que la part de celles qui restent impayées augmente elle aussi.

Le marché du travail n'échappe pas à la règle. Il est marqué en premier lieu par l'aggravation du chômage, qui touche en particulier la main d'œuvre masculine employée par l'industrie. Les fins de mission d'intérim sont en forte progression parmi les nouvelles inscriptions, mais les licenciements économiques se stabilisent. Parallèlement, les besoins en personnel progressent dans certains secteurs, en particulier la construction. Ils semblent cependant concerner davantage des postes de moyenne durée (3 à 6 mois).

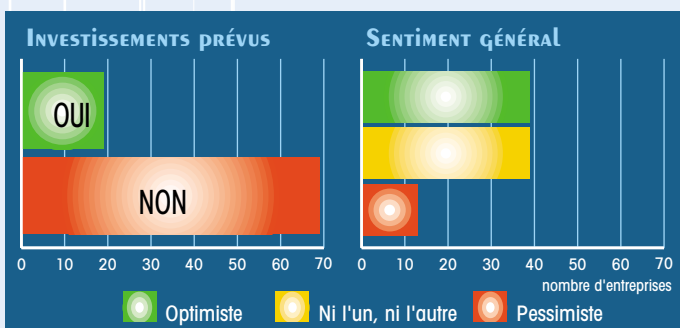
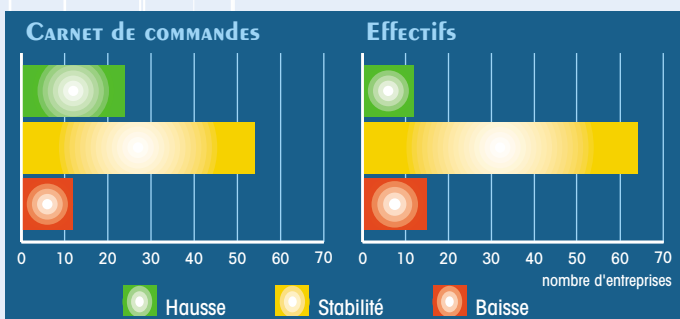
On comprend donc que les prévisions soient difficiles à effectuer pour les trois mois à venir. Si le secteur du bâtiment anticipe une progression d'activité pour un nombre croissant d'établissements, la stabilité devrait l'emporter dans l'immense majorité des cas pour les autres secteurs, à effectifs inchangés. L'atonie des projets d'investissements prouve que les capacités de production sont encore sous-utilisées. Or, il s'agit d'un moteur essentiel pour réamorcer une véritable dynamique de croissance.

UNE PÉRIODE DE TRANSITION

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



PRÉVISIONS À COURT TERME



Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 27 au 30 mai 2002. Elle couvre 91 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

QUELQUES SIGNES D'UN REDRESSEMENT À VENIR

Le déclin enregistré au cours des deux enquêtes précédentes paraît avoir été enrayé, et le moral des chefs d'entreprise se redresse.

Les **carnets de commande se sont regonflés dans un tiers des entreprises**, conformément aux prévisions. Elles sont aussi nombreuses à enregistrer une réduction, mais il y a trois mois, cette tendance en touchait la moitié. Le niveau des **volumes actuels de commande** est considéré comme **normal dans les trois quarts des établissements** interrogés, contre 62 % en février. Le secteur des services reste le mieux orienté (12 % de baisse seulement), mais l'industrie retrouve des couleurs avec des commandes en hausse dans près de 3 entreprises sur 10. L'avenir proche ne semble pas indiquer un retour à une croissance forte. **L'activité devrait se stabiliser dans la grande majorité des cas**, en particulier dans l'industrie. Les capacités de production ne sont d'ailleurs pas utilisées à plein, si l'on en juge par les **perspectives d'investissement qui apparaissent particulièrement atones**, l'un des résultats les plus faibles depuis quatre ans. Le secteur de la construction apparaît plus porté vers l'optimisme qu'au cours de l'enquête précédente, une augmentation des commandes étant attendue dans près de 4 cas sur 10.

Si le déclin semble enrayé, on reste assez éloigné des niveaux d'activité enregistrés au début de 2001. Par rapport à la même période de l'an dernier, **le chiffre d'affaires est en effet en baisse dans plus d'un tiers des entreprises**, le secteur le plus touché étant l'industrie (43 %). On note cependant une **progression dans 27 % des cas**. Dans les services et les établissements de plus de 50 salariés, le nombre des hausses est significativement supérieur à celui des baisses, élément favorable pour l'ensemble de l'économie départementale.

Autre signe encourageant, **les cas de contraction des effectifs ont cessé d'augmenter**; ils sont même un peu moins nombreux que lors de l'enquête précédente, y compris dans l'industrie. Dans le même temps, le nombre des entreprises ayant créé des **postes de travail supplémentaires est en légère progression**; il atteint 22 %, mais près de 40 % dans les services. Ce résultat apparaît supérieur aux prévisions de février. **La stabilité des effectifs** demeure néanmoins le **trait dominant**, touchant près de 2 établissements sur 3, et plus encore dans la construction. Les responsables interrogés ne s'attendent **pas à de grandes évolutions** en la matière au cours des prochains mois. Plus de **70 %** tablent sur un **volume de personnel inchangé**. Le nombre de ceux qui anticipent une augmentation tend cependant à s'amenuiser de nouveau, tandis que l'on compterait un peu plus de réductions, surtout dans l'industrie.

Plus d'optimistes et moins de pessimistes : le moral des chefs d'entreprise s'est largement rétabli. Ce n'est bien entendu pas le climat d'euphorie tel qu'on l'enregistrait en 2000, mais plutôt le retour à une certaine sérénité. Fin mai, **4 responsables sur 10 sont confiants** (1 sur 3 en février). Le contraste entre secteurs est cependant saisissant, puisqu'ils sont deux fois plus nombreux dans les services que dans l'industrie. **Le sentiment d'inquiétude recule de nouveau**, n'atteignant plus qu'une personne sur sept.

CROISSANCE PARALLÈLE DES IMMATRICULATIONS ET DES RADIATIONS D'ENTREPRISE

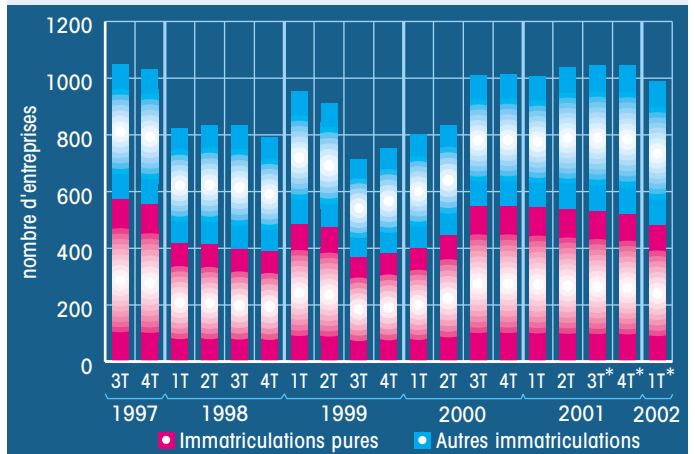
Les tendances relatives aux mouvements d'entreprises industrielles et commerciales, mises en évidence au cours des trimestres précédents, se confirment. Sur l'ensemble de l'année 2001, le volume des **immatriculations** ① ressort en légère hausse par rapport à 2000 (33 de plus). Précisons que les données transmises par la CCI sont encore provisoires pour le second semestre. Ce phénomène est nettement plus marqué pour les **créations pures** (+ 61), dont la part dans le total est supérieure à 50 %, signe encourageant pour le renouvellement du tissu économique du Loir-et-Cher.

La nette remontée du **nombre de radiations** ② est, en revanche, confirmée elle aussi.

La fin de l'année 2001 a été à cet égard assez défavorable. On en compterait **121 de plus qu'en 2000**, résultat inquiétant traduisant la moindre vitalité de l'activité. Ce mouvement est également perceptible pour les radiations pures (+ 81). Il en résulterait **globalement un solde négatif de 60 entreprises** sur 2001, ce qui en ferait le **plus mauvais résultat depuis 1996**. Soulignons néanmoins que pour les seuls mouvements "purs", le solde se révélerait très largement positif de 60 unités.

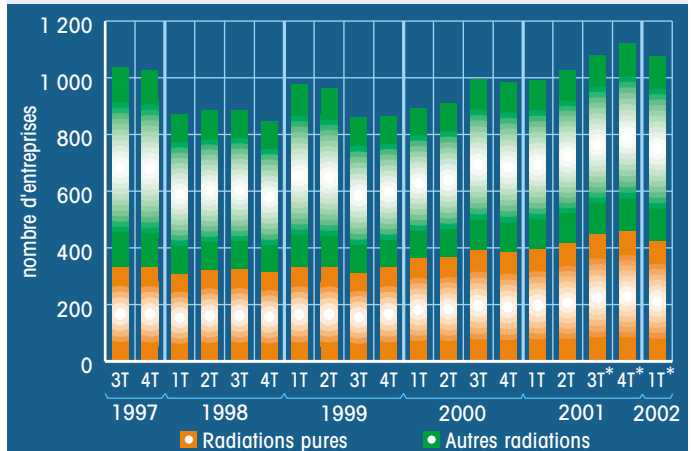
Pour un premier trimestre, le **nombre des immatriculations d'entreprises artisanales** est l'un des plus élevés depuis cinq ans. C'est également le cas, malheureusement, pour les radiations ③. Au total, le solde s'avère **légèrement positif de 9 unités**. Sur les douze derniers mois, il est en revanche largement négatif (- 23). À l'érosion persistante des créations s'ajoute en effet une **recrudescence des disparitions**, après un exercice 2001 un peu plus favorable en ce domaine. Dans ce contexte morose, **la bonne tenue du secteur du bâtiment** est une nouvelle fois à souligner, avec un **solde positif de 26 entreprises** sur 12 mois, grâce notamment à un recul continu du nombre de radiations. Le **déficit s'aggrave en revanche pour l'alimentation** (- 16) et **les services** (- 17).

① CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



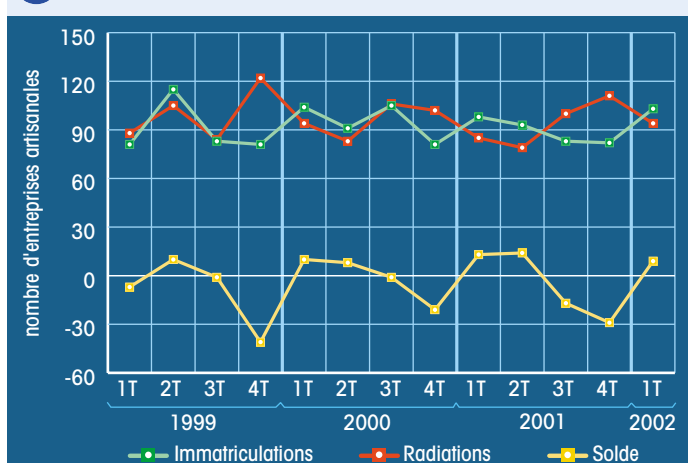
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

② RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



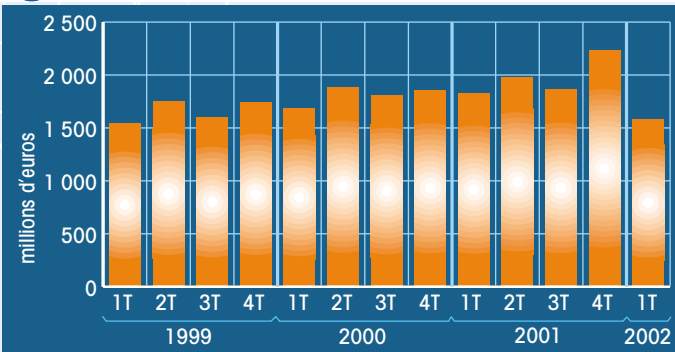
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

③ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



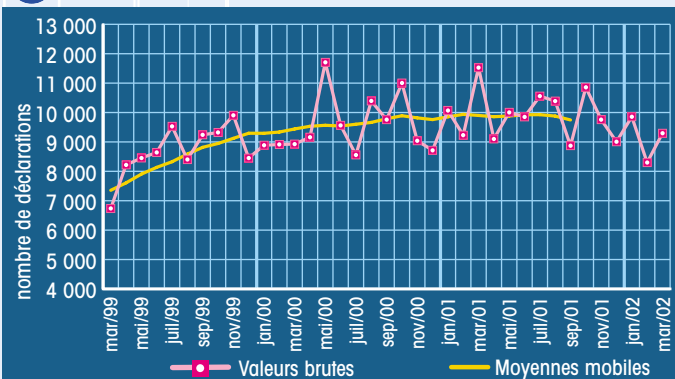
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



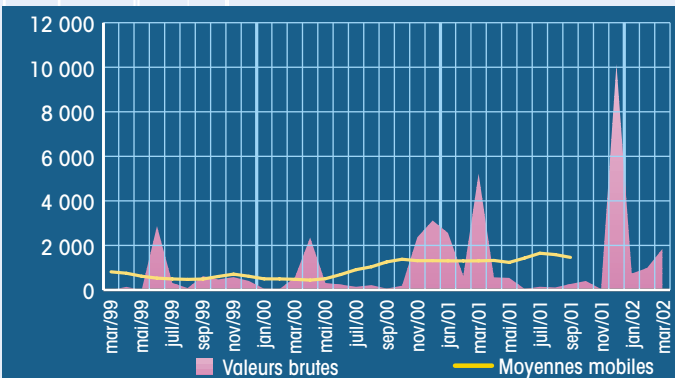
source Direction des services fiscaux : Chiffres d'affaires des entreprises déclarés pour l'assujettissement à la T.V.A. (chiffres d'affaires supérieurs à 5 M.F. - 762 245 € pour les entreprises réalisant des achats/ventes et supérieurs à 1,5 M.F. - 228 674 € pour les prestataires de service) déposant leurs déclarations dans le département.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



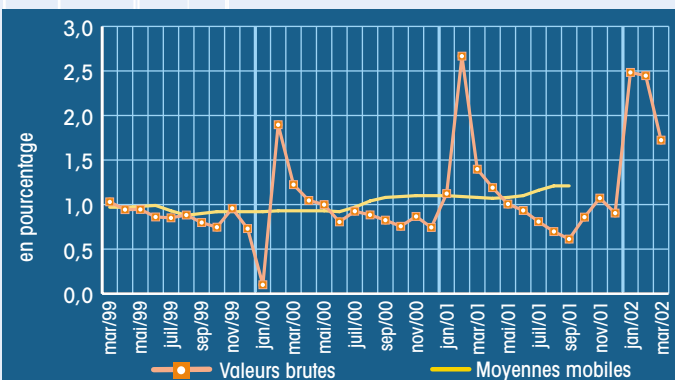
source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE DE JOURNÉES INDEMNISÉES)



source DDTFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

Coup de frein sur l'activité

Encore très soutenue fin 2001, l'activité s'est sensiblement ralentie en ce début d'année 2002. Les statistiques fournies par la Direction des Services Fiscaux font état en effet d'un **recul de 29 % des chiffres d'affaires** des entreprises, intervenu, rappelons-le, après une fin d'année exceptionnelle en la matière (+ 20 %), et de **3 % sur les douze derniers mois** par rapport à la période antérieure. Ce coup d'arrêt paraissait prévisible, l'économie départementale ne pouvant demeurer longtemps à l'abri de l'essoufflement général. Il convient néanmoins de relativiser cette moindre performance, le volume atteint en ce premier trimestre étant comparable à son équivalent de 1999, mais l'on était alors en phase ascendante.

Ce ralentissement est également perceptible dans un **recours moindre au travail temporaire**. Le nombre des déclarations préalables à l'embauche déposées à ce titre auprès de l'URSSAF n'est que de 27 450, en **recul de 7,3 % sur les trois mois précédents et de 11 % sur le 1^{er} trimestre 2001**. On retrouve là encore des volumes comparables à ceux de 1999. En cumul sur douze mois, le repli est plus modéré (- 2,4 %, 115 850 déclarations), car il intègre en grande partie les excellents résultats de l'an dernier.

Après un mois de décembre très défavorable, le recours au **chômage partiel** semble avoir repris un **cours plus normal**. Avec un total de **3 569 journées indemnisées** à ce titre, son niveau est **inférieur de plus de moitié** à celui du 1^{er} trimestre 2001. En revanche, les effectifs concernés sont beaucoup plus étoffés (2 427 personnes). En fait, peu d'établissements ont fait appel à cette mesure, mais de taille importante. En cumul annuel à fin mars, le total des journées s'élève à 15 849, contre 17 436 pour les 12 mois précédents, soit un recul de 9 %.

Le montant des cotisations salariales appelées par l'URSSAF¹ s'élève au 31 mars 2002 à 215,8 millions d'euros, en **progression de 4,9 % sur le trimestre**. **Par rapport à mars 2001, l'augmentation est de 5,7 %**. À taux inchangés, on peut émettre l'hypothèse d'un coup de pouce non négligeable sur les salaires, d'autant que le nombre d'entreprises bénéficiant des allègements de cotisations dans le cadre de la Loi Aubry 2 ne cesse de croître. **La part de ces cotisations restant impayées** est en revanche elle aussi en **accroissement : 1,7 %** fin mars contre 0,9 % en décembre et 1,4 % un an auparavant. Certaines entreprises pourraient rencontrer des problèmes de trésorerie liés à la dégradation de la conjoncture.

(1) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS À LEUR PLUS HAUT NIVEAU

Contrastant avec les éléments qui viennent d'être évoqués, **les échanges extérieurs** **du département se sont très nettement gonflés** en ce début d'année, atteignant des **niveaux inégalés** depuis la création de l'Indicateur 41 en 1996. La remontée de l'euro face au dollar ne peut expliquer à elle seule la **progression de 16,5 % des exportations** (444 millions d'euros pour ce trimestre) et de **10 % des importations** (326 millions d'euros). Sur 12 mois, l'accroissement est respectivement de 4,5 % pour les premières et de 14,4 % pour les secondes. Les deux tendances sont favorables pour le département. Elles prouvent d'une part que les marchés étrangers se portent mieux et d'autre part que l'activité est plus dynamique dans certains secteurs, comme en attestent les importations de produits chimiques et de matériel informatique.

Le solde de la balance commerciale du Loir-et-Cher, après sa contraction début 2001, ne cesse de se redresser depuis. Pour ce trimestre, il s'élève à 118 millions d'euros, résultat comparable à ceux du premier semestre 2000. **Le taux de couverture² regagne également quelques points à 136 %.**

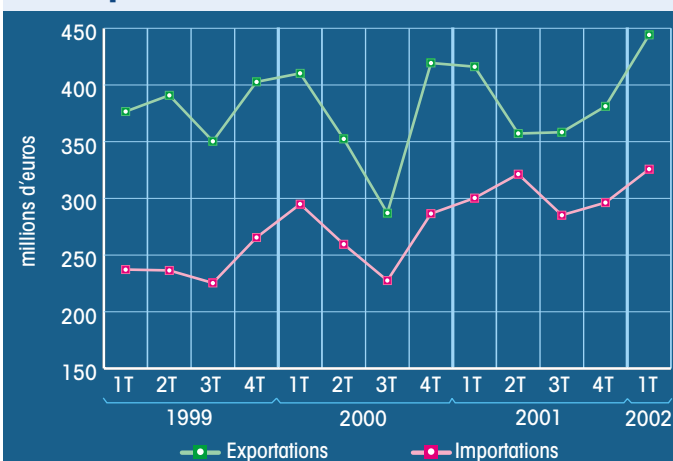
FORT RECU DE L'INVESTISSEMENT

L'**investissement des entreprises** **du Loir-et-Cher a subi un coup d'arrêt.** Le repli, amorcé depuis le printemps de l'an dernier, s'est en effet brusquement accentué (- 9 % par rapport au quatrième trimestre 2001) et le **montant global** issu des données des Services Fiscaux est **l'un des plus faibles** enregistré depuis trois ans.

À première vue, la **construction de locaux à usage d'activité** **apparaît plutôt bien orientée, progressant pour le troisième trimestre consécutif.** En ce début d'année, plus de **58 000 m²** ont été mis en chantier. En revanche, le **cumul sur 12 mois** fait ressortir un **repli de 21 %** par rapport à la période antérieure. De surcroît, **les prévisions sont pessimistes**, le volume des nouvelles surfaces autorisées accusant une sévère chute.

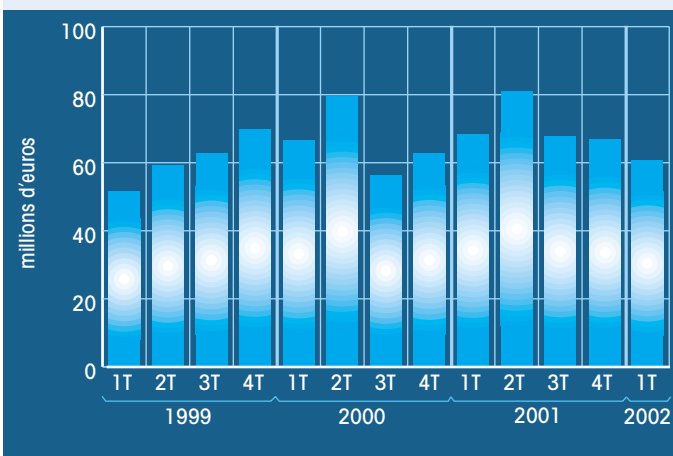
(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



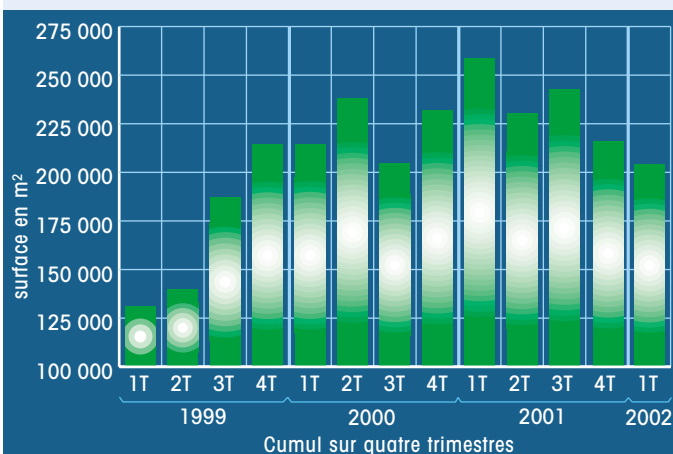
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux : le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur les immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

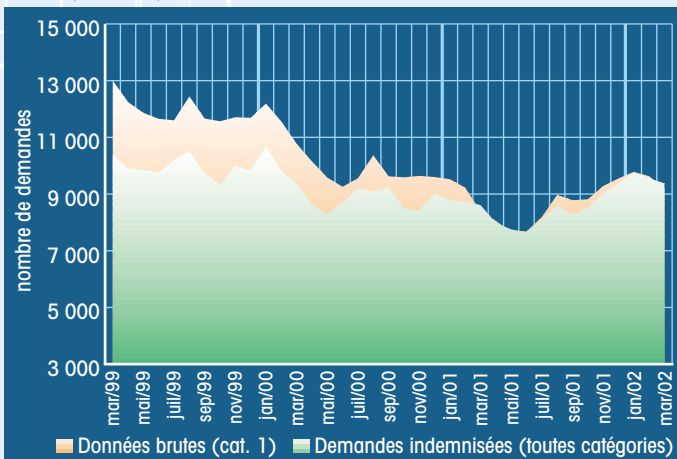
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

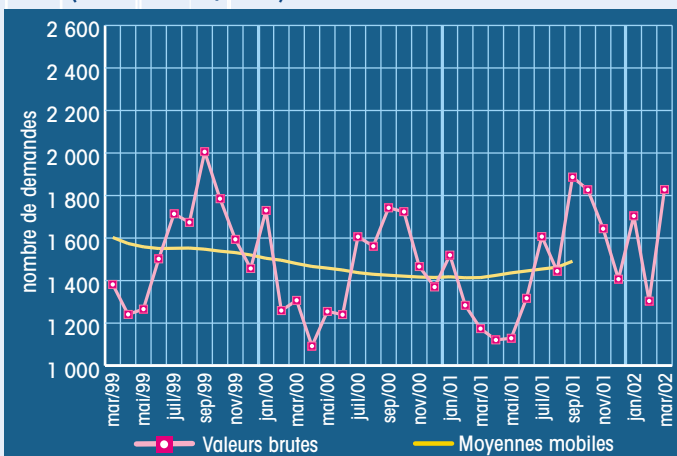
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DDTEFP - ASSEDI

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

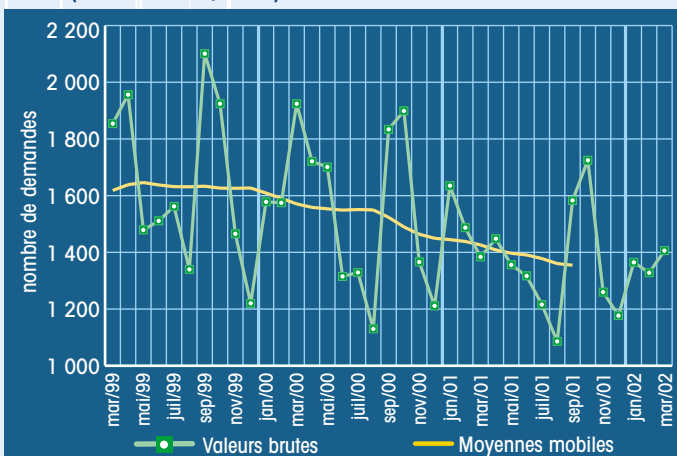
2 DEMANDES d'Emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'Emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DDTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

NOUVELLE AGGRAVATION du chôMAGE

Ce premier trimestre 2002 est marqué par une **nouvelle dégradation sur le marché de l'emploi**. Elle est cependant **plus atténuée** qu'en fin d'année dernière puisqu'en données corrigées des variations saisonnières, le chômage est en **hausse de 1 %**, contre + 4,7 % au dernier trimestre 2001. Cette progression est légèrement supérieure aux moyennes régionales (+ 0,8 %) et nationale (+ 0,9 %). Au 31 mars, le Loir-et-Cher compte 9270 demandeurs d'emploi **P** en données CVS et 9200 en données brutes (- 3,7 sur le trimestre). La principale modification concerne en revanche **l'évolution sur douze mois**. Encore négative en décembre dernier, elle est désormais largement positive avec une **hausse de 9,6 %** du nombre des demandeurs. Dans la région, trois départements sont plus épargnés, mais le Loiret (+ 19 %) et l'Eure-et-Loir (+ 17,7 %) sont particulièrement touchés. La moyenne du pays apparaît un peu moins élevée avec + 7,1 %.

La création de l'ARE (Aide au Retour à l'emploi) liée à la mise en place du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'emploi) en juin 2001 a quelque peu perturbé les statistiques présentées dans les deux précédents tableaux de bord. Sa prise en compte rétroactive permet de donner une vue plus exacte des demandes indemnisées et de leur évolution récente. Le nombre total des **demandeurs d'emploi bénéficiant d'une indemnité** (toutes catégories confondues) s'élève ainsi à **9270** au 31 mars. Il suit à peu près la courbe du chômage et se trouve donc **supérieur au niveau d'il y a un an (+ 10,2 %)**.

Les **différences d'évolution suivant le sexe** persistent et tendent même à s'accroître. En données brutes sur le trimestre, le recul du chômage féminin (- 4,2 %) est en effet supérieur à celui des chômeurs masculins (- 3,1 %). Il en résulte un écart rarement observé dans la **tendance annuelle**, en tout cas dans ce sens **+ 18,5 % pour les hommes** et seulement **+ 2,6 % pour les femmes**. En corollaire, ce sont d'ailleurs les métiers plus spécialement masculins qui enregistrent proportionnellement les plus fortes hausses : **ouvriers** (qualifiés principalement), **techniciens**, **agents de maîtrise et cadres**. Des divergences sont également notées selon l'âge ; au cours de ce trimestre, la situation des **plus de 50 ans s'est brutalement aggravée** (+ 11 %), alors qu'inversement les 25/49 ans et surtout les moins de 25 ans (- 20,5 %) connaissent une amélioration. C'est néanmoins pour les **plus jeunes que la dégradation est la plus marquée sur les douze derniers mois** avec une augmentation de **17,8 %** globalement, mais supérieure à 33 % chez les hommes. Le **chômage de très longue durée (plus de 2 ans) reste encore à l'abri** des perturbations. En revanche, on voit déjà se regonfler le nombre des demandeurs inscrits entre 1 et 2 ans. Sans retour rapide d'une croissance ferme, on devrait d'ailleurs assister à une **nouvelle flambée du chômage long** si l'on en juge par la **très forte poussée observée pour les demandes de 6 à 12 mois** : **+ 15,2 %** sur le trimestre et **+ 20,8 %** sur l'année.

L'ANPE a enregistré plus de **4800 nouvelles inscriptions** **2** au premier trimestre, soit presque autant qu'entre octobre et décembre derniers. Il convient de préciser qu'en raison de la création de la deuxième agence locale de Blois, ces flux sont un peu artificiellement gonflés. En cumul sur douze mois, on en comptabilise 18219,

en progression de 7 % par rapport à la période antérieure ; ce résultat est comparable à la moyenne nationale, mais inférieure à celui de la région (+ 9 %). Ces nouvelles entrées sont dues essentiellement à des fins de **mission d'intérim** (+ 72 % sur le même trimestre de l'an dernier) et **aux licenciements autres qu'économiques, en forte hausse** sur courte comme sur longue période. **Les premières entrées sur le marché du travail** sont de moins en moins nombreuses, atteignant **leur plus faible niveau depuis 1996**.

À cette augmentation des inscriptions se conjugue en ce début d'année un repli du nombre des **sorties du chômage** (4 162, soit 1,5 % de moins), qui rompt avec la tendance amorcée depuis neuf mois. En cumul annuel, le recul est de 9,7 %, plus marqué que pour la région et le pays, respectivement - 5,3 % et - 4,6 %.

Le **taux de chômage**³ 4 du Loir-et-Cher s'inscrit logiquement en hausse pour s'établir à **7,7 %** (0,2 point de plus), au même niveau que celui du Centre. Il demeure largement inférieur au taux national (9,1 %). L'écart avec le Loiret (6,7 %) reste inchangé. Les **évolutions par bassin d'emploi** au sein du département **sont très voisines** : augmentation de 0,2 point pour ceux de Blois (7,6 %) et Romorantin-Lanthenay (7,9 %) et de 0,3 point pour celui de Vendôme (7,9 %).

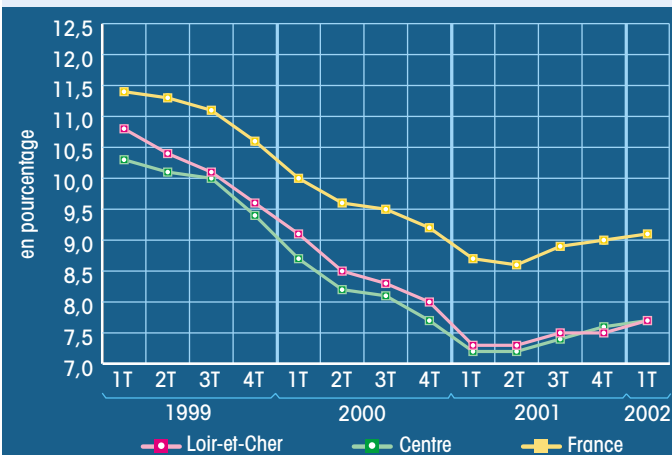
UN LÉGER MIEUX SUR LES EMBauchES

Le fort recul des **offres d'emploi déposées** à l'ANPE 5 observé depuis le printemps 2001 est enrayé, et de belle manière puisque leur nombre s'est élevé à 3717 toutes catégories confondues, soit **1 200 de plus qu'au trimestre précédent (+ 44 %)**. Les offres relatives à des **postes de moyenne durée** (3 à 6 mois) ont véritablement explosé (**2 fois plus**), mais l'on note également une **croissance sensible pour les emplois durables** (+ 9 %). Ces informations sont d'autant plus intéressantes qu'elles tranchent avec la progression nettement plus modérée enregistrée tant au plan national (+ 12 %) que régional (+ 3,3 %). Le Loir-et-Cher serait-il une nouvelle fois en décalage avec la conjoncture française ? **En cumul annuel**, les résultats sont légèrement en retrait de ceux des 12 mois précédents, mais essentiellement en raison d'un **effritement prononcé des offres d'emplois de très courte durée** (- 19 %).

Parallèlement, le nombre des **déclarations préalables à l'embauche** 6 déposées à l'URSSAF (hors agriculture et travail temporaire) est resté quasiment au même niveau qu'entre octobre et décembre 2001 (**12 001, soit 0,4 % de moins**). Cette moyenne masque des divergences importantes entre les secteurs d'activité. Il convient ainsi de souligner **une reprise assez nette dans le BTP** (+ 18 %), plus timide dans les services à la population (+ 1,5 %), tandis que les **besoins de l'industrie continuent à s'amenuiser** (- 1,2 %) et que ceux du commerce de détail **sont en forte baisse pour ce trimestre (- 12,6 %)**. **Sur douze mois**, ce secteur reste néanmoins en évolution favorable (+ 14 %), ainsi que les services aux entreprises hors intérim (+ 20 %), alors que l'industrie a déposé 30 % de déclarations de moins. Globalement, la tendance reste positive avec **+ 2,2 %**.

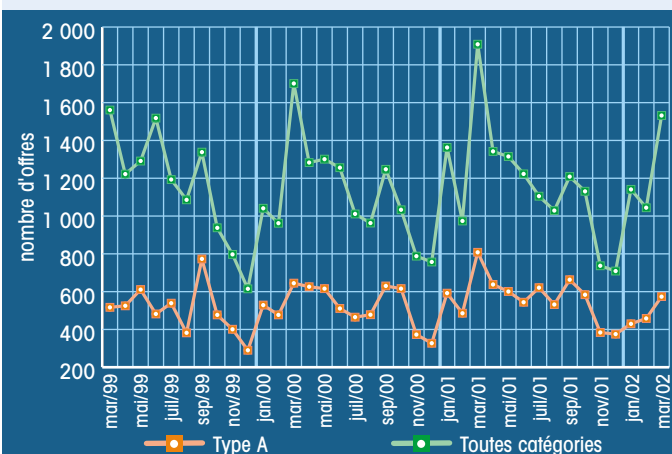
(3) Le taux de chômage résulte d'une construction complexe réalisée par l'INSEE, qui prend en compte plusieurs catégories de demandeurs d'emploi et des estimations de population régulièrement révisées. Les variations observées sont en conséquence difficilement analysables.

4 TAUX DE CHÔMAGE



source DDTEFP

5 Offres d'emploi ENREGISTRÉES



source DDTEFP

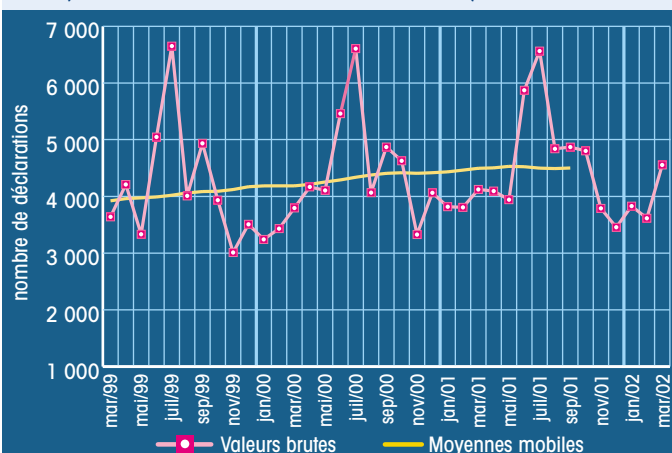
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

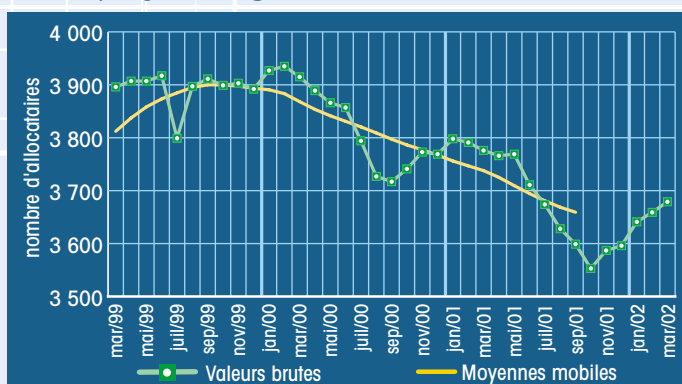
6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

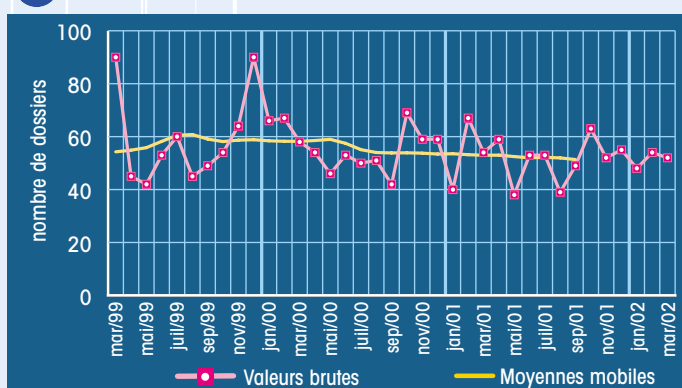
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



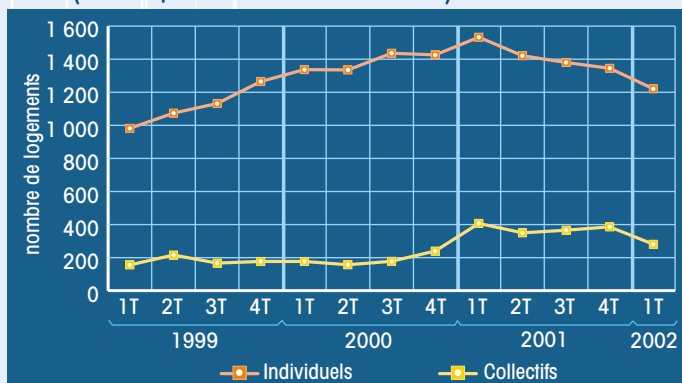
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source Banque de France

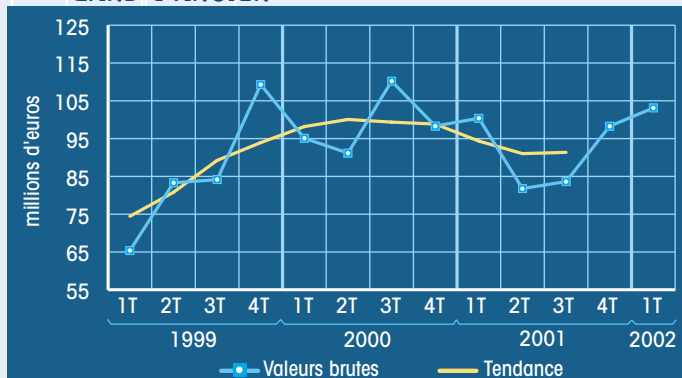
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

RMI EN HAUSSE, MAIS SURENDETTEMENT EN BAISSÉ

Les effets de la dégradation du marché du travail n'ont pas été longs à se faire sentir sur le **RMI** 1. Le nombre des allocataires a repris une progression, lente mais régulière, au cours de chacun des trois premiers mois de l'année. Fin mars 2002, ils sont **3 679** soit **2,3 %** de plus qu'en décembre dernier. L'évolution sur douze mois demeure favorable, mais le rythme de diminution faiblit (-2,3 contre -4,6 % fin 2001).

En revanche, les ménages ont **déposé moins de dossiers de surendettement** 2, auprès des services de la Banque de France : **154** entre janvier et mars, contre **170** au trimestre précédent (-9,4 %) et **161** au premier trimestre 2001 (-4,4 %). Ce volume est d'ailleurs inférieur à la moyenne des trois dernières années. Cette évolution contraste avec celle observée dans la région (+6 %) et l'ensemble de la France (+4 %). Le cumul annuel reste lui aussi bien orienté, avec un total de 615 dossiers, en repli de 4,5 %.

CONFIRMATION DE LA BONNE TENUE DU MARCHÉ DU LOGEMENT

Poursuivant un redressement amorcé au milieu de l'année dernière, la **construction de logements neufs** 3 en Loir-et-Cher s'est de nouveau accrue entre janvier et mars pour retrouver un excellent niveau. Ainsi, **455 unités** ont été mises en chantier, dont **105 logements collectifs** pour lesquels il s'agit d'un **niveau particulièrement élevé**, contre 412 fin 2001. On peut espérer la poursuite de ce mouvement, le nombre des autorisations délivrées s'affichant en progression. Il convient néanmoins de préciser qu'elles étaient en diminution au trimestre précédent, ce qui a été infirmé dans les réalisations. La faiblesse des résultats du deuxième trimestre de l'an dernier pèse sur les **volumes cumulés sur douze mois, qui s'inscrivent en retrait de 23 %**; les résultats régionaux font état dans le même temps d'un repli de 11 %.

Les transactions dans l'immobilier ancien 4 continuent parallèlement à être **très fournies** et approchent des plus hauts niveaux enregistrés depuis quatre ans (+4,9 % sur le trimestre). En cumul annuel, on demeure toutefois en deçà des volumes exceptionnels de la période antérieure (-8,3 %).